

FONDATION POUR L'AGRICULTURE ET LA RURALITE DANS LE MONDE

Rapport du commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels

Exercice Clos
Le 31 décembre 2023

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 12, place des Etats Unis
Siret : 489 074 690 00020

EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Sté d'expertise-comptable membre de l'Ordre de la région parisienne - Sté de commissariat aux comptes inscrite à Paris
SAS EXPERTS ENTREPRENDRE PARIS au capital de 500.000 euros - SIRET 393318647 00046 - APE 6920Z - TVA Intracom. FR35393318647
RIB BNP 30004 00760 00010047004 92 - IBAN FR76 3000 4007 6000 0100 4700 492 - BIC BNPAFRPPCE
46, rue Cardinet - 75017 PARIS - Tél. 01 53 84 77 77 - Fax. 01 53 84 77 79
Membre du réseau INTEGRA INTERNATIONAL - info@experts-entreprendre.com



FARM
FONDATION POUR L'AGRICULTURE ET LA RURALITE DANS LE MONDE

Fondation reconnue d'utilité publique
Siège social : 12, Place des Etats Unis – 92 127 Montrouge

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos au 31 décembre 2023

Aux membres du Conseil d'Administration,

I - Opinion sur les comptes annuels

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre les statuts, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM)** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de **FARM** à la fin de cet exercice.

II - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.



III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier établi par le Bureau et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du Conseil d'Administrations.

V – Responsabilités de la Direction de la Fondation

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité **FARM** à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

VI - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris,
Le 6 juin 2024



EXPERTS ET ENTREPRENDRE PARIS

Représentée par **Grégoire de Vaumas**

Commissaire aux Comptes

Compagnie Régionale de Paris

- BILAN ACTIF -

FARM

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N			N-1
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Capital souscrit non appelé				
Immobilisations incorporelles (1)				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	25 235	24 780	455	225
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participation évaluées selon méthode équivalence				
Autre participations				
Créances rattachées à participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	25 235	24 780	455	225
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières et approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				3 193
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	8 900		8 900	4 017
Autres créances	2 989		2 989	4 863
Capital souscrit et appelé, non versé				
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	3 995 400		3 995 400	2 295 400
Disponibilités	337 866		337 866	1 556 625
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	3 037		3 037	3 094
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 348 192		4 348 192	3 867 193
Frais d'émissions d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GENERAL	4 373 427	24 780	4 348 647	3 867 418
Renvois:				
(1) Dont droit au bail :				
(2) Dont part à moins d'un an :				
(3) Dont part à plus d'un an :				

- BILAN PASSIF -

FARM

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	N	N-1
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel (dont versé: 0)	2 588 092	2 588 092
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau	903 713	280 704
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	358 941	623 010
Situation Nette	3 850 746	3 491 805
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL CAPITAUX PROPRES	3 850 746	3 491 805
AUTRES FONDS PROPRES		
Produit des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	386 882	344 584
Dettes fiscales et sociales	110 780	31 029
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	239	
Comptes de régularisation		
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	497 900	375 613
Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	4 348 647	3 867 418
Renvois :		
(1) Dettes :		
	à Plus d'un an	
	à moins d'un an	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque :		
(3) Dont emprunts participatifs :		

- COMPTE DE RESULTAT -

FARM

du 01/01/2023 au 31/12/2023

			Total	N-1
Produits d'exploitation	France	Export		
Ventes de marchandises				
Production vendue - biens				
Production vendue - services	7 950		7 950	10 084
Chiffre d'affaires net	7 950		7 950	10 084
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			84 839	14 000
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges				
Autres produits			1 342 927	1 341 310
Total des produits d'exploitation I (1)			1 435 716	1 365 393
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes (3)			636 963	506 363
Impôts, taxes et versements assimilés			9 432	862
Salaires et traitements			328 545	168 770
Charges sociales			131 422	67 485
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux amort...				387
Dotations d'exploitation sur immobilisations - dotations aux provi...				
Dotations d'exploitations sur actif circulant : dotations aux prov...				
Dotations d'exploitation pour risques et charges : dotations aux p...				
Autres charges			19	14
Total des charges d'exploitations II (2)			1 106 381	743 881
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			329 335	621 512
Opérations en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée III				
Perte supportée ou bénéfice transféré IV				
Produits Financiers				
Produits financiers de participations (5)				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo...				
Autres intérêts et produits assimilés (5)			31 141	1 498
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change			10	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des produits financiers (V)			31 150	1 498

- COMPTE DE RESULTAT -

FARM

du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Total	N-1
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées (6)		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (VI)		
RESULTAT FINANCIER (V) - (VI)	31 150	1 498
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)	360 485	623 010
Produits Exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits Exceptionnels VI		
Charges Exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 544	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Total des charges exceptionnelles VII	1 544	
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VI-VII)	-1 544	
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices		
BENEFICE OU PERTE	358 941	623 010
Renvois:		
(1) Dont Produits d'exploitation sur exercices antérieurs :		
(2) Dont charges d'exploitations sur exercices antérieurs :		
(3) Dont crédit-bail mobilier :		
(3) Dont crédit-bail immobilier :		
(5) Dont produits concernant les entreprises liées :		
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées :		

FARM

Annexe des Comptes de l'exercice clos le 31/12/2023

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 4 348 647€ et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice net comptable de 358 941€.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Informations et méthodes comptables :

Informations générales et faits significatifs de l'exercice :

Le bilan, le compte de résultat et l'annexe qui forment un tout indissociable sont établis à la clôture de l'exercice au vu des enregistrements comptables et de l'inventaire. L'annexe complète et commente l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

L'annexe comporte toutes les informations d'importance significative destinées à compléter et à commenter celles données par le bilan et par le compte de résultat.

Une inscription dans l'annexe ne peut pas se substituer à une inscription dans le bilan et le compte de résultat.

Information au titre des principes et méthodes comptables :

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n° 2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et des moyens mis en œuvre :

FARM a pour objet de promouvoir le développement durable des agricultures et des filières agroalimentaires dans le monde. Ses actions s'orientent tant vers les enjeux des filières agroalimentaire, notamment dans les pays en développement, que vers les enjeux de politique publique liés à l'agriculture.

Les apports des fondateurs pour 7 450 000 € se répartissent comme suit :

- Le Crédit Agricole pour 1 000 000 €
- Le Groupe Casino pour 1 000 000 €
- Le Groupe Suez pour 1 000 000 €
- L'Agence Française pour le Développement pour 1 500 000 €
- Les sociétés Limagrain et Vilmorin pour 500 000 €
- Le ministère délégué à la recherche pour 2 000 000 €
- Le ministère de l'agriculture et de la pêche pour 250 000 €
- Le ministère des affaires étrangères pour 100 000 €
- Le ministère délégué au commerce extérieur pour 100 000 €

L'Agence française pour le développement a effectué, en 2011, une donation de 500 000 € sur la période 2011-2015 auprès de la Fondation, dont 300 000 € ont été versés en 2011. Celle-ci a été considérée, sur l'exercice 2011, comme une donation inscrite au compte de résultat de la Fondation pour le montant effectivement versé, soit 300 000 €.

Suite aux précisions apportées par l'AFD en 2012 et notamment lors du Conseil d'Administration du 17 octobre 2012, ce dernier a décidé de considérer cette donation de 500 000 € comme une dotation à inscrire aux fonds propres de la Fondation dont 150 000 € en dotation inaliénable conformément à l'article 14 des statuts.

L'Agence Française pour le développement a effectué un versement de 100 000 € sur l'exercice 2014. Le solde de la dotation, soit 100 000€, a été versé sur l'exercice 2015.

Les apports se répartissent en deux catégories, les apports consommables pour 70% et les apports inaliénables pour 30%.

Pour traduire le caractère consommable de ces dotations, il convient, depuis l'exercice 2010 de comptabiliser un produit représentatif de la dotation reprise pour être consommée sur l'exercice en compte de la classe 7 en contrepartie du compte 102790 " Autres fonds propres - dotations consommables inscrites au compte de résultat".

A la clôture de l'exercice, il n'y a pas de dotation effectivement consommée à constater en produits exceptionnels.

Informations sur les postes de l'actif du bilan :

État de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé :

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation légale ou libre.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévues.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

État de l'actif Immobilisé :

Immobilisations Incorporelles et Corporelles	Valeur brute Début D'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur Brute Fin d'exercice
		Réévaluation	Acquisition	Virements	Cessions / Rebuts	
Frais D'établissement	-					-
Autres Immobilisations incorporelles	25 005					25 235
Total Immobilisations Incorporelles (I)	25 005		230			25 235
Terrain	-					-
Constructions	-					-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-					-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-					-
Matériel de transport	-					-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 187				1 187	-
Emballages récupérables et divers	-					-
Immobilisations corporelles en cours	-					-
Avances et acomptes	-					-
Total Immobilisations Corporelles (II)	1 187		230		1 187	-
Participations	-					-
Créances rattachées à des Participations	-					-
Autres Titres Immobilisés	-					-
Prêts et autres immobilisations financières	-					-
Total Immobilisations Financières (III)	-					-
Total Général (I + II+III)	26 192		230		1 187	25 235

Méthode d'amortissements et de dépréciations :

Amortissement de l'actif Immobilisé :

Amortissements de l'actif immobilisé	Valeur Début D'exercice	Augmentations (+)	Diminutions (-)	Valeur Fin d'exercice
Frais D'établissement	-			-
Autres Immobilisations incorporelles	24 780			24 780
Total Immobilisations Incorporelles (I)	24 780			24 780
Terrain	-			-
Constructions	-			-
Installations techniques, matériels et outillages industriels	-			-
Installations générales, agencements, aménagements divers	-			-
Matériel de transport	-			-
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 187		1 187	-
Emballages récupérables et divers	-			-
Immobilisations corporelles en cours	-			-
Avances et acomptes	-			-
Total Immobilisations Corporelles (II)	1 187		1 187	-
Total Général (I + II)	25 967		1 187	24 780

État des échéances des créances à la clôture de l'exercice :

ETAT DES CREANCES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	-		
Prêts	-		
Autres immobilisations financières	-		-
Créances clients et comptes rattachés	8 900	8 900	
Autres	2 989	2 989	
Charges constatées d'avance	3 037	3 037	
Totaux	14 926	14 926	-
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			

Produits à recevoir :

	N	N-1
Divers - produits à recevoir	2 989	3 500

Charges Constatées d'Avance :

Libellé	Exploitation	Financier	Exceptionnel
CCA MMA IARD 10.02.23<09.02.24	108,49		
CG TRADUCTION & INTERPRETATION Conf 13.02.24	2 534,40		
CCA Le Monde 04.11.23<02.11.24	393,63		

Informations sur les postes du passif du bilan :

Tableau de Variation des Fonds Propres :

Variation des fonds Propres	Ouverture	Affectation Résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	Clôture
Fonds propres sans droit de reprise	2 235 000				2 235 000
Fonds propres avec droit de reprise	-				-
Écarts de réévaluation	-				-
Réserves	-				-
Report à nouveau	280 704	623 010			903 713
Excédent ou déficit de l'exercice	623 010	-623 010	358 941		358 941
Situation nette	3 138 714		358 941		3 497 654
Fonds propres consommables	353 092				353 092
Subventions d'investissement	-				-
Provisions réglementées	-				-
Total	3 491 806		358 941		3 850 746

État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice :

Évaluation des dettes : Les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

ETAT DES DETTES	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à 1 an maximum à l'origine			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit à plus d'1 an maximum à l'origine			
Emprunts et dettes financières divers			
Fournisseurs et comptes rattachés	386 882	386 882	
Dettes fiscales et sociales	110 780	110 780	
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés			
Autres Dettes	239	239	
Produits constatés d'avance			
Total	497 901	497 901	
Emprunts souscrits sur l'exercice			
Emprunts Remboursés sur l'exercice			
Emprunts et Dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture			

Charges à payer :

	N	N-1
Fournisseurs - fact. non parvenues	158 562	147 132
Dettes provis. pr congés à payer	23 756	11 943
Charges sociales - charges à payer	14 186	-
Etat - autres charges à payer	8 866	919
Personnel - Autres charges à payer	35 464	
Charges sociales sur congés à payer	12 165	5 968
Total	252 999	165 962

Informations sur les postes du compte de résultat :

Information sur les montants des concours publics reçues par l'entité par nature de concours et par catégories d'autorités administratives :

Concours publics et subventions obtenus au cours de l'exercice (en €)	Exercice N	Exercice N-1
Aides à l'emploi	-	-
Aides au développement des compétences	-	-
Financement par la taxe d'apprentissage des formations initiales technologiques et professionnelles	-	-
Financement des formations par apprentissage	-	-
Forfaits d'externat	-	-
Concours publics affectés à la formation professionnelle continue	-	-
Concours publics de l'Etat relatifs à l'enseignement agricole	-	-
Autres concours publics	-	-
Sous-total concours publics	-	-
Subventions État	-	-
Subventions Région	-	-
Subventions Département	-	-
Subventions Communes et groupements de communes	-	-
Autres subventions d'exploitation	84 839	14 000
dont programmes de l'Union Européenne (Erasmus +...)	-	-
dont autres subventions (à détailler)	-	-
Report de subventions	-	-
Sous-total subventions d'exploitation	84 839	14 000
Total concours publics et subventions d'exploitation	84 839	14 000

Information sur les ressources et emploi :

RESSOURCES	N	N-1
Ressources de L'exercice		
1 - Ressources Liées à la générosité du Public		
1.1 -Cotisations Sans Contreparties		
1.2 -Dons, Legs et Mécénats		
- Dons Manuels	2 921	1 300
- Legs, Donations et assurances-vie		
- Mécénats	1 340 000	1 340 000
1.3 -Autres Ressources liées à la générosité du public		
TOTAL DES RESSOURCES	1 342 921	1 341 300

EMPLOIS	N	N-1
Emplois de L'exercice		
1 - Missions Sociales		
2- Frais de Recherche de Fonds		
3- Frais de Fonctionnement	1 107 925	743 881
TOTAL DES EMPLOIS	1 107 925	743 881

Emploi des ressources :

Les mécénats, subventions et autres produits sont affectés à la réalisation des projets suivant les souhaits des financeurs.

Sont considérées comme activités entrant dans les missions sociales de la FARM, les différentes activités liées au développement de l'agriculture et de la ruralité dans le Monde.

Autres informations :

Rémunération du commissaire aux comptes :

Conformément au Code de Commerce (C.com.art R123-198 et R233-14 modifiés), le montant total des honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2023, figurant au compte de résultat de l'exercice, s'élèvent à 6 600 € TTC.

Informations sur les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature :

Les membres du conseil d'Administration de l'association agissent à titre bénévole et ne perçoivent aucune rémunération au titre de leur fonction. Ils peuvent bénéficier du remboursement de leurs frais sur présentation de justificatifs.

Effectif moyen employé pendant l'exercice par catégorie :

Catégorie	Effectif Moyen
Cadres	4
Agents de maîtrise et techniciens	
Ouvriers	1
Total	5